

Les subsides

protectionnistes qui font actuellement leur chemin au Congrès. Nous les connaissons bien, et elles comportent divers dangers considérables pour l'avenir économique de notre pays. Je vais toutefois les laisser de côté, non pas parce que c'est quelque chose de négligeable, mais parce que notre gouvernement s'est comporté de façon profondément naïve face à l'administration américaine. Cette dernière a prêché le libre-échange, et j'insiste bien là-dessus, elle l'a prêché à notre gouvernement qui s'est laissé complètement prendre à cette mythologie pour pouvoir en réalité l'embobiner encore mieux.

Tandis que le gouvernement américain prêchait ainsi, que faisaient les personnages clés de ce gouvernement? Commençons par le président de la Réserve fédérale des États-Unis, Paul Volcker. Reportons-nous au colloque des 16 et 17 avril auquel il a assisté et à ce qu'il y a dit, pour commencer à comprendre la politique globale sur le commerce que pratiquent les États-Unis, et dont une partie vise le Canada. M. Volcker a parlé longuement de la balance commerciale déficitaire des États-Unis. Il a raison. Nous ne devons pas nous faire d'illusions. Le déséquilibre est de 150 milliards. La question est sérieuse. De quelle action a-t-il parlé? Il a parlé de déplacement du commerce, d'action américaine décisive pour corriger la situation. Que peut-il faire? A-t-il excepté le Canada? Pas du tout, monsieur le Président. Il veut récupérer 50 milliards du Japon, 40 milliards des pays d'Europe de l'Ouest et 10 milliards du Canada. Ce sont les objectifs que M. Volcker s'est fixés. Il n'est pas le seul à adopter cette position. Il est l'un des membres du gouvernement.

Je veux en mentionner un deuxième, le secrétaire au Trésor Baker. Voici ce qu'il a déclaré le 20 mai: «Vous constaterez bientôt que notre plus gros problème de déficit est le commerce avec le Canada.» Cet autre personnage éminent du gouvernement américain est tout à fait conscient du plan d'action des États-Unis concernant le commerce avec le Canada. Pour l'exprimer en termes un peu faibles, leur plan ne prévoit pas que nous sortions gagnants.

• (1120)

Il y a une semaine, l'ambassadeur des États-Unis au Canada, M. Niles, a fait une déclaration pour justifier l'injustifiable, soit le droit de douane contre notre industrie de bardeaux, une industrie concurrentielle non subventionnée. Quelle raison M. Niles a-t-il citée, entre autres, pour justifier cette mesure? A-t-il fait allusion à des pratiques commerciales ou subventions injustes? Non. Son raisonnement reposait essentiellement sur le déséquilibre du commerce entre le Canada et les États-Unis.

Que le commerce soit libre ou non, juste ou non, M. Niles affirme bien clairement qu'il ne faut pas se méprendre, les États-Unis sont la puissance économique dominante dans le monde. Ils ne sont pas parvenus à cette position par l'effet du hasard et ils ne s'y maintiendront pas en traitant les autres nations, y compris le Canada, en copains. M. Niles affirme que dans tous les cas où les États-Unis ont une balance commerciale défavorable, ils se confèrent le droit, à titre de puissance économique dominante du monde, d'administrer une raclée à d'autres pays. Le Canada est l'un des pays avec lesquels ils veulent corriger le déficit, même au prix d'attaques injustes contre le commerce canadien.

Je pourrais citer d'autres membres du gouvernement américain. Je crois cependant que les trois principaux que j'ai cités nous renseignent suffisamment sur l'orientation que prend le gouvernement américain sous la direction du président lui-même.

J'ai l'impression que l'attaque concertée en matière de commerce contre le Canada comme l'une des régions visées comprend un mélange de programmes. Premièrement, une série de mesures protectrices qu'ils ont déjà appliquées sur les produits du poisson et du porc au cours de la dernière année, sur les bardeaux la semaine dernière, sur l'acier hier et sur les résineux demain. Il y a une foule de secteurs que j'ai mentionnés dans lesquels les États-Unis projettent de prendre des mesures protectrices pour s'assurer le plus d'avantages économiques aux dépens du Canada.

Deuxièmement, les États-Unis vont s'efforcer de conquérir de nouveaux marchés au Canada. Par conséquent, dans les entretiens préparatoires aux négociations commerciales, ils insistent pour tout inclure à l'ordre du jour parce qu'ils veulent pénétrer notre industrie des médicaments. Ils veulent que le Canada adopte une loi pour leur rendre la chose possible. Ils veulent s'insinuer dans notre industrie des services et de l'édition. Ils n'auront pas de scrupules à vider l'accord automobile canado-américain des garanties sur les investissements que possède le Canada. Celui qui pense que ce n'est pas un élément majeur de leur programme ne fait pas que rêver, il rêve en couleurs. Un tiers de nos 20 milliards d'excédent commercial avec les États-Unis vient du secteur automobile.

Si j'étais un politicien américain, soucieux du bien-être de mon pays, et particulièrement si je venais d'un État où le secteur automobile voulait se développer, je ne dirais certainement pas qu'il ne faut pas prêter attention au surplus de 20 milliards dans le secteur automobile. J'essaierais de faire accepter le libre-échange pour ce secteur en éliminant la protection de la capitalisation qui signifie la perte de milliers d'emplois.

Jusqu'à présent, leur stratégie est double. Tout d'abord protéger un certain nombre de secteurs aux États-Unis et ensuite essayer de pénétrer sur des marchés au Canada qui, jusqu'à présent, ont été protégés ou comportaient certains mécanismes protecteurs. Un troisième élément de la stratégie des États-Unis est de se réserver le droit d'imposer des droits compensateurs de façon unilatérale. Aucun négociateur américain, aucun membre du Congrès, aucun sénateur n'a laissé entendre que l'on pourrait envisager l'abandon du pouvoir d'imposer des droits compensateurs, pour protéger des emplois ou des secteurs, au moment que l'on juge approprié.

Pour terminer mes remarques de ce matin, je dirais qu'il est grand temps que, en tant que pays, nous nous réveillions. Nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'un gentil petit colloque sur ce que seront les conséquences positives du libre-échange, alors que des milliers d'emplois canadiens sont menacés. Nous devons nous secouer.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Il me semble que le ministre a deux possibilités. Il peut continuer ce qu'il fait. Il peut continuer les négociations et les agréments de quelque réponse aux escarmouches de la guerre commerciale, comme celle que nous avons eue hier